

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

La visite de Tito en Chine

UN ACCUEIL CHALEUREUX

Le 30 août, Tito, président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, arrivait à Pékin pour effectuer une visite officielle d'amitié à l'invitation du gouvernement chinois.

Il fut accueilli à l'aéroport par la président Houa Kouo-feng accompagné de Ten Siao-ping et Li Siennien. L'accueil réservé par le peuple chinois à la délégation yougoslave fut très chaleureux : sur la place Tien-An-men, et sur les côtés des avenues adjacentes, étaient massés une centaine de milliers d'habitants, venus pour saluer son arrivée.

Cette visite s'est effectuée dans le cadre des relations entre États, c'est en tant que chef d'État que Tito fut reçu et non en tant que président de la Ligue des communistes. Les divergences fondamentales et de principe demeurent toujours entre les deux partis, et il ne fut jamais question de relations entre eux.

Cependant, de nombreuses convergences de vue sont apparues lors des divers entretiens et discussions concernant la situation internationale et la politique d'indépendance nationale.

A ce propos, la Quotidien du peuple explique dans un éditorial que : « Dans les affaires internationales, la Yougoslavie joue un rôle positif toujours plus important. Elle défend fermement l'indépendance nationale et la souveraineté d'État ainsi que les principes d'égalité entre États, d'indépendance et d'autonomie et non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures. Elle soutient fermement la juste lutte des peuples et nations opprimés, renforce et développe sans cesse la solidarité, la coopération et les relations d'amitié avec les pays moyens et petits. »

Houa Kouo-feng a tenu à souligner le soutien de la (suite p.2)

Editorial

Regarder les faits

Cette rentrée 77 est importante!

Les vacances ont été marquées par des luttes qui feront date: Malville, Naussac, Larzac, LIP, etc. Dans toutes ces luttes, c'est à l'État bourgeois que se sont affrontés les ouvriers, les petits paysans et les intellectuels révolutionnaires de notre pays, à la police et à l'armée de l'État bourgeois.

Barre peut alors nous promettre un redressement économique auquel lui-même ne croit pas, tel ou tel ministre peut bien nous promettre le bonheur et la liberté, les faits sont là et sont têtus: ils montrent que les représentants de l'État capitaliste ont des intérêts opposés à ceux de notre peuple et que pour défendre ces intérêts ils sont prêts à tuer.

Alors arrivent de beaux messieurs qui prétendent, eux aussi, défendre les intérêts des travailleurs. Ils se définissent eux-mêmes comme hommes de gauche et ont nom Marchais, Mitterand et Cie. Dans la presse et à la télé ils rivalisent de belles paroles: qui de Marchais ou de Mitterand défend mieux les travailleurs?

Regardons les faits.

Qui condamne les manifestants de Malville? Qui traite les grévistes de Lip d'aventuristes? Qui est absent de la manifestation de Naussac? Qui sabote la lutte des habitants du Marais à Paris? Ceux-là mêmes qui ne parlent que de défense des intérêts des travailleurs: la C^g que de Marchais et celle de Mitterand.

(suite p.3)

Programme Commun

LE PCF PREND SES DISTANCES

«L'Humanité» publie ce lundi un numéro spécial qui étale les divergences et divisions qui règnent entre les partis signataires du Programme commun.

Toutes les grosses légumes du PCF y vont de leur petit couplet: Andrieu et Marchais, Paul Laurent sur la constitution d'un futur gouvernement de «gauche» et Jean Kanapa sur la défense nationale et l'arme nucléaire.

Pour le parti de Marchais il s'agit premièrement de faire porter par le PS la responsabilité des divisions qui sévissent à «gauche» et deuxièmement de se ménager une porte de sortie.

C'est ainsi qu'Andrieu, rédacteur en chef déclare que l'attitude du PS «ne permet pas d'assurer que

l'on aboutira nécessairement» lors des négociations sur la réactualisation du Programme commun et qu'il insiste lourdement sur «le caractère indispensable de l'intervention des travailleurs dans ce débat.»

Marchais, quant à lui, s'adresse directement aux travailleurs. «Si on s'en tenait aux propositions du PS, on ne pourrait pas mettre en œuvre la politique nouvelle que vous attendez, vous les travailleurs», dit-il. Il ajoute: «Face à la mauvaise volonté du PS, nous n'avons pas d'autre solution pour faire avancer les choses que de nous adresser à vous, comme nous l'avons toujours fait». Il conclue: «Tout maintenant dépend de vous: de la puissance de votre volonté de changement, de votre soutien

aux efforts du PCF».

L'idée centrale de Marchais est la suivante: «Vous voulez, dit-il aux travailleurs que les engagements pris soient bien tenus et que vos espoirs ne seront pas déçus demain comme cela fut trop souvent le cas dans le passé».

Tout se passe comme si le PCF se préparait une porte de sortie au cas où la «gauche» se retrouverait au pouvoir. Car ce que propose le Programme commun, au-delà des divergences, c'est la relance de la production pour résoudre les problèmes de la crise (chômage, hausse des prix notamment). Rien de bien différent de ce que propose Barre. Cette politique est condamnée à l'échec. Ce que le PCF prépare, c'est la possibilité de dire alors: l'échec est dû au PS.

(Suite p. 3)

LA LUTTE DU MARAIS CONTINUERA JUSQU'AU BOUT !

Communiqué du Comité de Parti Eugène Varlin du Parti Communiste marxiste-leniniste de France

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France apporte son soutien total à la lutte des habitants du Marais face :

- aux spéculateurs et promoteurs requins.
- à l'inadmissible agression de la ville de Paris et de la régie immobilière (RIVP) qui, le matin du 29 août, ont expulsé six familles et leurs 21 enfants par l'intermédiaire brutal des forces de police.
- au bouclage du quartier, au chantage concernant les enfants, au déménagement forcé.
- aux affairistes dont Bourginés et Chirac sont les représentants à la mairie.

Il s'oppose aux manipulations des responsables du PCF qui falsifient la lutte du Marais de plus en plus ouvertement; en effet, au mois de juin, ces derniers

ont attaqué nommément l'Intercomité du Marais et les habitants du quartier: «Il s'agit pour un petit groupe d'entretenir le mécontentement légitime de la population du 4e, mais en poussant les habitants sur des positions extrémistes et irréalistes de refus des solutions qui permettraient effectivement d'obtenir des reculs de la ville de Paris, de Chirac et de l'État.»

Pour quelles raisons n'ont-ils ni participé ni aidé à la journée préparatoire de la riposte d'aujourd'hui (diffusion de tracts, collages d'affiches, etc.) ?

Une fois de plus, le PCF voudra récupérer au dernier moment tout le travail de sensibilisation et de mobilisation.

Les militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France se battront

aux côtés des habitants du Marais et apportent leur soutien à l'Intercomité pour

que les habitants aient le droit de vivre dans leur quartier.

Vive la lutte des habitants du Marais!
(Voir notre article P. 4)



Le 6 septembre, tous ceux qui soutiennent la lutte des habitants du Marais manifesteront à nouveau.

L'INTERCOMITE DU MARAIS APPELLE A UNE MANIFESTATION
Mardi 6 18H
métro Bastille
Devant la statue de Beaumarchais rue Saint-Antoine



A la télévision du 6 au 13 septembre

• Antenne 2

Mardi 6 septembre - 20H 30

Dossier de l'écran : Les Strauss

1814 à Vienne on s'amuse, comme à Paris après la deuxième guerre mondiale dans les caves de Saint-Germain-des-Prés. Vienne en 1814, c'est le Congrès : 700 hommes d'État réunis pour régler le sort de la France après l'effondrement de Bonaparte et de l'Empire. On trouvait là le tsar (déjà !), de nombreux rois, Talleyrand et Metternich. Tout ce beau monde, il fallait l'amuser, c'est ce que firent les frères Strauss en créant « la danse qui tourne », la valse. En fait, ils adaptèrent des danses paysannes à trois temps qui était pratiquée dans le peuple tout le long du Danube. Cette danse détrôna le menuet, danse de groupe aux figures codifiées et très guindée pratiquée dans les salons. Avec la valse, c'est une bouffée d'air campagnard qui pénètre dans les châteaux. En effet, les bourgeois n'inventent jamais rien, mais puisent toujours dans les traditions populaires. Ils en extraient un pas de danse, un air qu'ils codifient et qu'ils rendent étranger au peuple.

• TF1

Mercredi 7 septembre - 22H

Voyage au centre de la matière

L'émission propose un reportage sur la machine à briser les atomes la plus puissante du monde, installée au CERN (Centre européen de recherche nucléaire) à la frontière franco-suisse près de Genève. Ce reportage est en fait un voyage à l'intérieur des atomes pour faire le point sur ce que l'on sait de plus avancé dans ce domaine.

Lorsqu'on descend de n'importe quel élément sur la terre vers l'infiniment petit, on arrive à l'atome. Au début du dix-neuvième siècle, certains « savants » pensaient que les atomes étaient les constituants ultimes de la matière et qu'il était impossible de les diviser en particules plus petites. Cet atome lui-même on a pu le diviser en particules puisque certains scientifiques et chercheurs chinois ont établi que ce qu'on appelait « particules élémentaires » était encore divisible contrairement à ceux qui pensaient qu'on avait découvert l'élément constitutif de la matière.

Les camarades chinois écrivent que la physique des hautes énergies « est une position importante pour propager et sauvegarder le matérialisme et la dialectique et combattre l'idéalisme et la métaphysique ». Cette émission réalisée à partir de l'accélérateur de particules (qui brise les atomes pour mieux voir leur composition) permettra de faire le point sur les connaissances des Européens dans ce domaine. Les Chinois projettent de construire bientôt un accélérateur de particules.

• Antenne 2

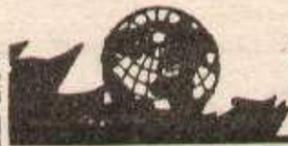
Samedi 10 septembre - 20H 30

« Les fusils sont arrivés »

Dans la série « Les procès témoins de leur temps », aujourd'hui le procès de travailleurs. C'était en 1904 en Savoie à Cluses, les ouvriers d'une fabrique d'horlogerie sont en grève depuis deux mois par solidarité envers sept de leurs camarades mis à pied.

Une grève dure qui s'étend à toute une région. La peur gagne les patrons : on évoque 89, la Commune, on s'arme. Puis des patrons embusqués dans une usine tirent sur une manifestation. Des travailleurs sont tués, en représaille c'est l'usine qui est incendiée par les travailleurs.

Ce film et le débat porteront sur le procès des ouvriers qui ont mis le feu à l'usine et qui seront jugés sur le même banc que les patrons meurtriers. Au moment où les assassins de Pierre Maitre sont relâchés cette émission pose le problème de la juste violence des travailleurs contre l'État bourgeois et de la justice bourgeoise. Un débat à suivre, qui suscitera beaucoup de discussions sur les lieux de travail.



La visite de Tito en Chine

UN ACCUEIL CHALEUREUX

(suite de la p.1)

Chine à la politique de non-alignement de la Yougoslavie et à appeler, conformément à la théorie des trois monde élaborée par Mao Tsé-toung, à la formation d'un front uni mondial contre l'hégémonie des deux superpuissances.

De son côté, la presse yougoslave salue cette visite officielle et le quotidien « Borda », organe officiel de l'Alliance socialiste écrit : « La Chine est très précieuse pour la cause du développement mondial où elle est directement engagée et pour la cause de non-alignement mondial, qu'elle considère avec compréhension et auquel, elle offre souvent son soutien et pour celle de la démocratisation des rapports internationaux, à laquelle elle contribue considérablement par son progrès spécifique. »

Lors d'un grand banquet offert en son honneur, Tito s'est déclaré préoccupé par la « course aux armements de plus en plus dangereuse » et a relevé « l'apparition de nouveaux foyers de crises en Afrique » ajoutant : « Nous nous opposons à ce que l'Afrique se transforme en polygone de surenchère des blocs, c'est-à-dire des grandes puissances. »

L'Afrique fut l'objet de nouvelles discussions et les présidents Tito et Houa Kouo-feng se sont déclarés d'accord pour mener une lutte vigoureuse contre l'apartheid en Afrique et pour la décolonisation. De même fut soulignée de part et

d'autre l'importance de la lutte du peuple arabe pour le recouvrement des droits légitimes du peuple palestinien.

Au niveau général, les deux délégations ont affirmé que les pays non-alignés doivent jouer « un

grand rôle dans la lutte pour le développement des relations internationales et pour régler les problèmes des pays en voie de développement. »

Outre ces discussions d'ordre politique, les ministres des Affaires étrangères

se sont rencontrés ainsi que le ministre du Commerce chinois pour évoquer la question des relations économiques et commerciales entre les deux pays. Tout est mis en œuvre pour que soit renforcées la coopération et l'amitié entre eux.

Vote historique à Honolulu

LES PSYCHIATRES CONDAMNENT L'URSS

Le VII^e Congrès de l'Association mondiale de psychiatrie réunissant 3 300 psychiatres inscrits, a traité de divers problèmes tels la santé mentale et la vieillesse, la biologie et la schizophrénie, l'usage de la drogue dans le monde, etc. Mais il a sans aucun doute été dominé par la condamnation de l'usage de la psychiatrie à des fins politiques.

Les deux pays les plus concernés par cette condamnation sont l'Afrique du Sud où les patriotes sont soumis à des « traitements psychiatriques » dans les camps de concentration et surtout l'URSS où l'usage systématique de la psychiatrie contre les « dissidents » est depuis longtemps dénoncé. L'URSS est nommément condamnée dans la motion votée par le Congrès.

Celle-ci déclare : « L'Association mondiale de psychiatrie prend note des abus à des fins politiques et condamne ces pratiques dans tous les pays dans lesquels elles se produisent. Elle appelle les organisations professionnelles de psychiatrie

à renoncer et à éliminer ces pratiques dans leur pays. L'Association mondiale de psychiatrie doit utiliser cette motion pour la première fois en ce qui concerne les preuves massives de l'abus systématique de la psychiatrie à des fins politiques en URSS. »

UN LONG COMBAT

Si telle motion a pu être votée, elle le doit sans aucun doute à la lutte opiniâtre menée par les prisonniers politiques et les « dissidents » soviétiques. C'est en 1971 que Vladimir Boukowski écrivait : « Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition », ouvra-

ge pour lequel il était condamné à 7 ans d'emprisonnement.

Quoique avec mauvaise conscience, le Congrès de Mexico devait la même année passer sous silence les graves entorses à l'éthique médicale ainsi publiquement dénoncées.

En 1972, Sémion Glouzman, maintenant emprisonné depuis 5 ans dans un camp à régime sévère, refusait de travailler comme psychiatre à l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropétrovsk. Il rencontrait en détention Boukowski avec lequel il rédigeait un « guide » à l'usage des menacés d'internement psychiatrique. Depuis, des dizaines et des dizaines de témoignages dont celui de Léonid Plioutch libéré en janvier 76 devaient mettre en accusation la psychiatrie soviétique. Il devenait impossible à l'Association mondiale de psychiatrie de l'ignorer.

République Centre Africaine

Mobilisation contre la répression

Le samedi 20 août dernier, quatre délégués de l'Union nationale des étudiants centrafricains, étaient arrêtés à Bangui par la police de Bokassa et traduits aussitôt devant un tribunal militaire, en compagnie d'un ex-militant de l'organisation, proviseur au lycée de Bangui coupable de les avoir hébergés. Leur crime ? Avoir refusé de reconnaître et d'utiliser l'appellation d'« empire », pour la République centrafricaine, alors que Bokassa s'apprête à se faire couronner « empereur à vie » au cours de fastueuses — et coûteuses — cérémonies, en décembre prochain.

Cette opération politique marque un point emporté par l'impérialisme français dans sa rivalité avec la superpuissance soviétique qui cherche depuis longtemps à s'infiltrer en République centrafricaine. Le sacre de Bokassa — dont les sentiments pro-français sont bien connus — généraliserait ainsi, pour un bout

de temps, la situation politique dans le pays au grand dépit des éléments prosoviétiques incarnés notamment par Barthélémy Yagongo qui espéraient se tailler prochainement une meilleure place au soleil. L'Union nationale des étudiants centrafricains qui mène une lutte anti-impérialiste et antisocial-impérialiste, claire et conséquente a dénoncé cette opération comme une mesure de soumission accrue aux intérêts impérialistes français et une légalisation de la répression antipopulaire dans le pays. Pour avoir défendu cette courageuse position à la commission nationale des bourses où ils siégeaient, les représentants de l'Union des étudiants — parmi lesquels une jeune femme enceinte de 5 mois — ont été immédiatement jetés en prison et risquent une condamnation d'environ 10 ans de réclusion criminelle ; ils risquent même leur vie, étant donné les conditions atroces de détention des pri-

RHODESIE

Mascarade électorale

Mercredi ont eu lieu dans l'État raciste de Rhodésie des élections « générales ». « Générales » est un bien grand mot, quand on sait que sur une population de 6,5 millions de noirs et de 270 000 blancs, 7 000 noirs (soit environ 1 pour 10 000) et 90 000 blancs pouvaient donner leur avis. Le parti du premier ministre, le « Rhodesian Front », a remporté une victoire écrasante.

Smith a ainsi fait plébisciter par l'électorat blanc raciste son rejet du plan de paix anglo-américain. Ultime carte de rechange de l'impérialisme, face à l'inévitabilité de la victoire du peuple Zimbabwe, ce plan prévoyait un remplacement progressif au pouvoir des blancs par des noirs « modérés », afin d'éviter surtout l'arrivée au pouvoir d'un régime populaire et anti-impérialiste.

A ce plan, Smith oppose une solution du règlement « intérieur » visant à faire cautionner son régime par la participation de quelques marionnettes.

Sur les 7 000 noirs appelés à voter pour ces candidats, 1 200 seulement se sont déplacés. Ce refus massif en dit long sur leur représentativité, à la veille de l'épreuve de force.

En effet, l'armée patriotique du Zimbabwe vient de passer du stade de la guérilla défensive à l'offensive.

sonniers politiques centrafricains.

A la demande de l'Union nationale des étudiants centrafricains, notre journal a envoyé des télégrammes de protestation auprès des autorités centrafricaines pour exiger la libération immédiate des camarades emprisonnés et des patriotes centrafricains détenus en raison de leur combat contre l'impérialisme et pour les

libertés démocratiques.

Des télégrammes de protestation nombreux sont à adresser à l'ambassade centrafricaine : 29 bd Montmorency - Paris-16e
Empereur Bokassa 1er* - Empire centrafricain - Bangui

* Formulation obligatoire. Le courrier adressé actuellement à la « République centrafricaine » est refusé.



Editorial

(Suite de la p. 1)

Regarder les faits

Nous sommes déjà en période pré-électorale et déjà les promesses pleuvent. Alors que tous les politiciens des partis traditionnels rivalisent de belles paroles, il faut regarder les faits. Et les faits disent que ni la droite ni la «gauche» ne défendent les intérêts des travailleurs. Ils démontrent qu'on ne peut compter ni sur l'actuel gouvernement, ni sur un futur gouvernement de «gauche». Lors des élections de mars 78, cette leçon tirée des faits sera plus précieuse encore.

PROGRAMME COMMUN

Le PCF prend ses distances

(Suite de la p. 1)

Le PCF pourrait ainsi se laver les mains. Mais c'est trop facile. En 1936, déjà Thorez demandait aux ouvriers d'arrêter la grève pour ne pas déplaire à Blum qui gouvernait la France.

Les ouvriers ne furent-ils pas «désus» comme le dit Marchais aujourd'hui ? Et en 1945, quand le même Thorez exigea de déposer les armes de la résistance pour «produire pour relever la France», les ouvriers ne furent-ils pas «désus» ? Or, à cette époque, le PCF était encore un parti communiste, malgré ses erreurs. Aujourd'hui, il n'en a plus que le nom.

Maintenant, c'est la même porte de sortie que les dirigeants du PCF se préparent. Mais cette fois-ci ça ne marchera plus !

Soutenons Apalategui

Apalategui est basque militant. Le 30 juillet, il commençait une grève de la faim à la prison des Baumettes à Marseille, refusant d'être expulsé de France et livré aux mains du gouvernement espagnol. Son état de santé est actuellement très grave.

La mobilisation faite autour de ce cas exemplaire amené le gouvernement français à reculer. Apalategui devrait être remis en liberté ce 6 septembre. Ce même jour est prévue une manifestation devant le palais de justice d'Aix en Provence, pour «exprimer le soutien du peuple basque et français à Apalategui».

Devant la promesse du gouvernement français le militant basque a décidé d'arrêter sa grève de la faim, samedi 3

ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE

Une opération publicitaire

La radio et la télévision font beaucoup de bruit autour de l'augmentation de 300F décidée par le Conseil des Ministres pour l'allocation scolaire de rentrée. Celle-ci passera ainsi de 154F à 454F pour les enfants entre 6 et 16 ans. En fait le plafond au dessous duquel doit se situer le revenu brut des familles pour qu'elles puissent toucher cette allocation est fixé très bas à 3200F. Beaucoup des familles populaires où mari et femme travaillent vont dépasser un peu ce plafond et ne recevront pas l'allocation. Par ailleurs celle-ci sera encore insuffisante pour couvrir les frais de rentrée qui vont se monter cette année compte tenu de l'augmentation du coût de la vie à au moins 600-700F par enfant pour les frais de rentrée. Mais le comble c'est que 83% de ces allocations seront prélevées sur les Caisses d'Allocations Familiales alors que le gouvernement se refuse à réévaluer le pouvoir d'achat de celles-ci en fonction de l'augmentation du coût de la vie. Le gouvernement se donne donc des airs généreux à peu de frais puisque cet argent qu'il donne «en plus» comme allocation de rentrée c'est tout simplement de l'argent qu'il donne «en moins» comme allocations familiales.

RENTREE

Puisqu'on nous dit que tout va bien

Selon les chiffres officiels, les prix ont augmenté de 0,9 % en juillet, de 10,1 % de juillet 76 à juillet 77. Le chômage de son côté a augmenté de 25 % en un an, en juillet on comptait environ 1 million 400 mille chômeurs. Toutefois, il serait faux de dire que «tout augmente» : selon les chiffres (gonflés) du gouvernement, les salaires ont augmenté moins vite de janvier à juillet de cette année qu'au cours de la même période de l'année dernière ; le chiffre officiel est de 10 %.

Face à cette situation de plus en plus dure pour les travailleurs, les promesses gouvernementales pleuvent, les grandes mesures aussi.

LES 5 MESURES

Au dernier conseil des ministres du mois d'août, Barre (toujours aussi content de lui) a annoncé 5 mesures qui nous apporteront, selon Giscard, si ce n'est la prospérité, au moins «le ralentissement de la hausse des prix et l'amélioration de l'activité et de l'emploi». Voyons cela de plus près...

Les deux premières mesures reviennent à essayer d'enrayer l'inflation et la crise de manière artificielle, sans rien résoudre : «La norme de la masse monétaire reste fixée à 12,50 % et «le déficit accepté pour le budget 1977 sera limité». Ce n'est ni plus ni moins qu'un constat d'incapacité du gouvernement, qui promet de limiter les dégâts.

Puis une belle promesse. La troisième mesure annonce «qu'un ralentissement sensible de la hausse des prix pour les prochains mois est possible». On ne sait trop comment ni pourquoi, de même qu'on ne sait comment «le gouvernement recourrait aux moyens appropriés si l'évolution des prix au cours des prochains mois ne correspondait pas aux prévisions».

La quatrième mesure, attaque directe contre le niveau de vie des travailleurs, est beaucoup plus claire : «En ce qui concerne les rémunérations, leur modération demeure un facteur essentiel de la réduction de la hausse des prix, d'une amélioration durable de l'emploi et du rétablissement de l'équilibre extérieurs». Autrement dit, c'est aux travailleurs de se serrer la ceinture pour sortir de la crise. Les salaires n'augmenteront pas, ou peu.

La cinquième mesure est tout à fait complémentaire de la quatrième : si l'on n'augmente pas les salaires, on multiplie les subventions aux monopoles. Le coût du crédit est abaissé, on distribue un milliard par ici, 900 millions par là. Pas étonnant que Ceyrac, le patron des patrons se soit déclaré «plutôt satisfait» de ces mesures.

Certains pourraient espérer que ces millions permettront de créer des emplois. Grave illusion. Un sondage Soffres révèle que 55 % des patrons n'embaucheront pas de jeunes à la rentrée. C'est dans les secteurs déjà les plus en crise que les chiffres sont le plus haut : 64 % des entreprises textiles, 58 % de celles de la métallurgie et 55 % de celles du bâtiment n'envisagent aucune embauche.

LES TROIS DEMAGOGIES

Pour apaiser le mécontentement, le gouvernement a aussi annoncé un certain nombre de mesures «sociales». Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a fait beaucoup de bruit autour des subventions qui seront versées aux femmes seules et mères de famille. En fait, ces mesures garantissent à certaines femmes un revenu mensuel de 1 536 F, avec lequel elles ne pourront évidemment pas boucler le budget

J'AI DIT
LES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN -
PAS DES ARABES
ET DES MANIFESTANTS !



de leur famille.

Peyrefitte, ministre de la Justice, a décidé de supprimer certains frais de justice. Mesure très généreuse en apparence. En fait, cela permettra au gouvernement d'économiser de l'argent, comme Peyrefitte l'a dit lui-même.

Le plus cynique, c'est la campagne «Pour les droits

de l'homme et du citoyen» lancée à la fois par Soisson et Chirac. Les partis de la majorité prétendent se donner comme exemple de la défense de la liberté et de la démocratie, alors que les flics du gouvernement assassinent de jeunes manifestants comme à Malville, ou achèvent un arabe à coups de révolver à Chate-nay-Malabry !

En prison pour avoir soutenu les patriotes azaniens

LIBEREZ
CLAUDE SERBONNET

Le 23 décembre 1976, Claude SERBONNET a été arrêté alors qu'il avait pénétré dans les locaux de la compagnie aérienne Sud-africaine pour tenter de prendre en otage le directeur de la compagnie et obtenir en échange la libération de plusieurs prisonniers politiques azaniens (Afrique du Sud).

«Face à la réalité de l'apartheid, j'ai voulu faire quelque chose», a-t-il déclaré au tribunal.

C'est déjà ce qu'il nous avait expliqué longuement dans une lettre écrite en mai 1977 où tout en autocritiquant la forme d'action à laquelle il avait eu recours il revendiquait hautement la portée politique de son geste.

Capturé par la police

Serbonnet avait été conduit à la prison de la Santé. Il y avait entrepris une grève de la faim pour attirer l'attention de l'opinion sur son acte et aussi pour exiger le statut de prisonnier politique. Il avait en effet été inculpé pour «menaces sous condition» en clair : hold-up. Comme il refusait en plus de répondre aux experts psychiatriques, condamnant «l'intrusion de la psychiatrie dans des délits politiques», ceux-ci ont tiré prétexte de la grève de la faim et de son mutisme pour le déclarer «irresponsable» et le faire interner à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne où il est resté enfermé 5 mois.

Dès le début, il a lutté avec le soutien notamment du GIA (groupe d'information sur les asiles) pour être reconnu sain d'esprit et

afin que sa voix ne soit pas étouffée par les murs de l'asile. De nouveaux experts ayant enfin consenti à reconnaître qu'il était responsable de ses actes, il est passé au tribunal.

Ce dernier s'est montré fidèle à sa mission. A l'heure où le pouvoir est au banc de accusés pour avoir aidé le régime Vorster à se procurer les moyens d'entreprendre la construction d'une bombe atomique, il a lourdement condamné Claude à 16 mois de prison dont 8 fermes. Il n'a pas tenu compte non plus des arguments fort justes de l'avocat, maître Leclerc, demandant de considérer les 5 mois de détention psychiatrique comme 5 mois de prison. Une telle condamnation est intolérable. Il faut exiger la libération de Claude Serbonnet.



Nettoyeurs du métro Mobilisation contre les licenciements

Profitant de la période du mois d'août, les patrons du nettoyage ont licencié cinq ouvriers, quatre dans l'entreprise Chalensain et un chez Drouart. Le «Comité des six entreprises» successeur du comité de grève, a donc appelé les travailleurs à se réunir en assemblée générale pour faire le bilan de la situation et appeler à la mobilisation les ouvriers de toutes les entreprises de nettoyage.

Le responsable du comité des six entreprises qui a pris la parole a déclaré : «La grève de juin dernier s'est terminée par une satisfaction partielle, un pas en avant dans notre combat continu qui durera longtemps jusqu'à la victoire finale.» Il a ajouté : «Le Comité des six entreprises continue ses activités pour renforcer l'unité des travailleurs. Nous demandons à tous les travailleurs de rester autour du Comité et dans le cadre du syndicat pour obliger les patrons à respecter les accords et lutter jusqu'à la victoire.»

Un représentant du syndicat RATP de la CFDT a également appelé à la vigilance. Les marchés passés par la RATP avec les patrons du nettoyage vont finir en décembre et elle prévoit d'en profiter pour passer de 6 à 12 entreprises de façon à diviser davantage les ouvriers. L'entreprise Honet Noé aurait d'ores et déjà prévu le licenciement collectif de ses ouvriers pour la fin de l'année.

Une nouvelle assemblée générale doit se réunir prochainement pour décider des actions à mener dans l'immédiat pour lutter contre les licenciements.

Grève des aiguilleurs du ciel

Les aiguilleurs du ciel ont décidé en assemblée générale et «devant le refus de négocier de l'administration» de poursuivre leur grève jusqu'au 19 septembre.

En outre, les syndicats de l'aviation civile doivent se rencontrer cette semaine afin de décider d'une grève de 24 h pour l'ensemble des électroniciens, des administratifs et des techniciens de l'aviation civile. Les contrôleurs aériens de Bordeaux, d'Aix-en-Provence et Brest vont également poursuivre leur grève.

Portes ouvertes chez Montefibre

Le tribunal d'instance saisi en référé la veille par la direction de l'usine avait interdit la journée organisée par l'intersyndicale CGT, CFDT et CGC de l'usine Montefibre à St-Nabord (Vosges). Elle avait mis en avant comme prétexte la nécessité de «secrets industriels» à préserver. Malgré cette interdiction, plusieurs centaines de personnes ont participé samedi à la journée portes ouvertes.

Menaces de licenciements

Le 23 septembre le tribunal de commerce doit se prononcer sur la fermeture de l'imprimerie Lang dans le 19^e arrondissement de Paris, fermeture qui mettrait 960 ouvriers sur le pavé. Près de 900 licenciements sont prévus à Néogravure, d'autres chez Draeger à Montrouge et Victor Michel à Arcueil.

Les curateurs chargés d'élaborer un «plan de sauvetage» pour Manufrance à St-Etienne ont trouvé une solution : prise de participation majoritaire de «La Redoute» ou «Les 3 Suisses» prêts, enfin et surtout licenciement de 560 employés de Manufrance et de 13 000 employés des entreprises sous-traitantes.

LE BI-MENSUEL N° 13 EST PARU

148 pages, dont 16 de documents sur le XI^e Congrès du Parti communiste chinois.

SOMMAIRE

Corse : être maître de son destin. Guiringaud hué en Afrique ; le social-impérialisme et la corne de l'Afrique ; autoportrait de cadres CGT ; conditions de travail aux Galeries Lafayette ; Cinéma : les Chaines ; histoire : les Accords de Munich en 1938.

PASSEZ VOS COMMANDES

Se forger dans les luttes de classe

Avant l'interruption de notre parution fin juin, la scène politique était déjà dominée, du côté des patrons, du gouvernement, des états-majors des partis de «l'opposition» et de «la majorité» ou des syndicats, par la campagne des prochaines législatives. Cette campagne va maintenant s'intensifier de plus belle et toute la période qui vient sera marquée par la lutte que se mèneront les différents clans bourgeois pour se partager l'électorat.

Par ailleurs, tout indique que la crise, loin de se résorber, s'approfondira encore et les luttes que mèneront les travailleurs contre les licenciements, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence s'intensifiera également.

Voilà donc une période où les conditions sont particulièrement favorables pour que les travailleurs mettent à nu tous les visages de la bourgeoisie, saisissent la nature profonde de la «démocratie» bourgeoise et de ses jeux électoraux et discernent la voie à suivre : celle de la lutte classe contre classe, de l'unité à la base et dans l'action, français, immigrés, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes.

Les travailleurs auront maintes occasions de comprendre qu'ils n'ont à compter ni sur ceux qui leur envoient sans cesse flics et huisseries et font mine aujourd'hui d'être préoccupés de leur misère, ni sur ceux qui n'ont cessé de détourner mécontentements et luttes

vers les illusions qui ont fait long feu.

De telles occasions, l'été n'a pas manqué d'en fournir :

Des lip aux grands rassemblements de Malville de Naussac, du Larzac ou de Flamanville ; des attitudes des états-majors des partis traditionnels et des syndicats à la violence de la bourgeoisie et de ses bandes armées, au rôle de sa justice : la condamnation de manifestants de Malville à Bourgoin alors que les flics assassins de Vital Michalon sont félicités, que trois des assassins de Pierre Maître sont mis en liberté et que tant d'assassins d'immigrés sont impunis (dont celui du travailleur portugais tué près de Clermont-Ferrand par le «service d'ordre du PCF» lors d'une de ses nombreuses fêtes).

Et la volonté de lutte toujours accrue des travailleurs, les dirigeants des syndicats parlent déjà de la canaliser dans leurs fameuses journées d'action à l'EDF le 9/9, dans le textile le 15/9, sur les mots d'ordre de leur Programme commun : nationalisation, émancipation et autre «fabriquons Français» qui fleurissent ces temps-ci sur nos murs.

Mais nous sommes certains que c'est dans la lutte de classe que la classe ouvrière, tirant les leçons du passé, rejettera toujours plus les conceptions qui ont jusqu'ici largement dévoyé son combat qu'elle forgera son unité anticapitaliste et antirévionniste.

La coopérative Alsthom de Belfort

Comment faire fortune

Le groupe autonome ouvrier de la région de Belfort vient de nous faire parvenir des informations sur le scandale de la direction de la coopérative d'Alsthom-Belfort, celle-ci étant gérée par la CGT.

Le 24 juin, Henri Jeanblanc était vidé de la présidence du conseil d'administration. Depuis 13 ans il était directeur et président. Il se vantait d'avoir deux assurances-vie : celle du PCF et celle de la CGT.

La coopérative fut créée en 1955 et dès 1965 Jeanblanc cumulait toutes les fonctions !

Cette coopérative obtient le 2^e chiffre d'affaire des entreprises de Belfort. Il y a 165 000 adhérents, détenant pour le moins chacun une action. Sur les six membres élus par l'Assemblée générale des actionnaires, et six membres délégués par le Comité d'entreprise, il y a 5 CGT-PCF qui sont pas mal compromis. En très

peu de temps, Jeanblanc, grâce à la complicité de pas mal de gens du PCF et de la CGT, se fit une fortune considérable : il aurait une centaine de chevaux de race, aurait investi dans les terrains, étangs, forêts, etc. aurait deux villas avec piscine sur la côte d'Azur, passerait des vacances en Argentine ou au Brésil, etc. sans oublier qu'il se comporterait comme un fumier avec le personnel...

Actuellement, les syndi-

cats et partis de «gauche» couvrent le scandale. Le groupe autonome affirme d'abord que Jeanblanc n'est plus président du conseil d'administration, deuxièmement qu'il est encore pour peu de temps président de la coopérative à titre honorifique et payé 7 000 F par mois. Il affirme aussi que des experts économiques de Paris (CGT-PCF) viennent faire des relevés.

Il paraît qu'il y aurait pour le minimum un trou de 5 à 600 millions anciens à éponger, et pendant ce temps, les prix augmentent à la coopérative, tandis qu'il faudrait au minimum deux ans pour éplucher l'affaire !

Jeanblanc se serait fait aussi une fortune sur la vente du bois (il en était aussi le responsable) et il y aurait encore beaucoup de choses à dire, dit le groupe autonome qui tient — ainsi que les travailleurs — à ce que cette affaire soit dévoilée.

Depuis trois ans, des travailleurs se battaient pour virer Jeanblanc, ils ont même écrit à Séguy. Celui-ci aurait répondu que lui ne pouvait rien et que c'était à eux de faire le nécessaire.

En conclusion, le groupe autonome signale que ce n'est pas Jeanblanc tout seul qui est en cause, mais la société du profit qui l'a créé, que la gauche et les dirigeants syndicaux ne font que reproduire en les amplifiant les tares du capitalisme.

Affaire à suivre !

Quartier du Marais

RIPOSTE AUX EXPULSIONS

Depuis six mois, des familles nombreuses occupent des logements vides de la ville de Paris. Elles revendiquaient un titre de locataire et luttent aux côtés de 26 familles habitant encore l'îlot Saint-Paul pour le droit au logement décent avec réfections légères et contre l'expulsion.

Lundi 29 août les videurs de la RIVP protégés par d'importantes forces de police sont venus les expulser. En une heure, les familles ont été démenagées dans des cités de transit après avoir été mises à la rue. Ensuite, les logements ont été systématiquement saccagés (murs, évier, cheminées, etc.) par des bandes de casseurs payés par la RIVP. Les casseurs se sont également mis à détruire les logements vides dans tout le quartier. La RIVP espère ainsi sans doute favoriser un jugement en sa faveur en faisant état du «délabre-

ment» des lieux. Les locataires restants vivent maintenant dans les décombres, ce qui constitue également une forme de pression pour les faire partir. Pendant 48 h, un véritable état de siège a été maintenu sur tout le quartier Saint-Paul, les policiers empêchant les locataires de recevoir des visites chez eux et les obligeant à présenter leur carte d'identité pour monter dans leur logement.

LA LUTTE CONTINUE

Mardi 30 août, l'Intercomité du Marais avait conyo-

qué une réunion publique pour décider de la riposte à donner à ces expulsions et des méthodes à employer pour continuer la lutte. Plus d'une centaine de participants y ont assisté. Il a été décidé d'organiser une manifestation le mardi 6 septembre pour faire connaître avec force les revendications des habitants :

— Relogement immédiat dans le quartier des deux familles expulsées qui ont refusé leur relogement aux portes de Paris.

— Arrêt des expulsions, des opérations de restauration spéculative en cours dans le Marais.

— Réfection légère des immeubles au profit des habitants dans le respect du caractère populaire du quartier.